



AIDES – Coalition PLUS
Communiqué de presse – 6 juin 2016

Sida : populations vulnérables en danger **Brisons le silence au sommet de l'ONU**

Alors qu'une Réunion de Haut Niveau consacrée à la fin du sida dans le monde s'ouvre ce mercredi 8 juin au siège des Nations Unies à New York, les Etats s'appêtent à adopter un texte final très préjudiciable aux populations les plus vulnérables à l'épidémie. Ce texte doit être modifié. Nous appelons la France à briser le silence au sein des Nations Unies pour proposer un ultime amendement avant 18h aujourd'hui (heure de New York).

Mise en danger des plus vulnérables

On marche sur la tête ! Les Etats membres des Nations Unies finalisent en ce moment le texte qui définit la nouvelle riposte mondiale contre le sida. Ce texte risque de rendre encore plus vulnérables les populations les plus exposées au virus.

Dans la dynamique actuelle de l'épidémie, les plus exposés au virus sont les travailleuSes du sexe, les hommes ayant des relations avec les hommes et les injecteurs de drogues. En raison des discriminations voire de la criminalisation qu'elles subissent, ces personnes sont 10 à 200 fois plus susceptibles d'être infectées par le VIH que la population générale. Elles ont en effet moins facilement accès à la prévention et aux soins lorsque leurs pratiques sexuelles ou d'usage de drogue sont condamnées par la société, voire par l'Etat.

Selon les termes de référence des Nations Unies, ce sont des populations dites « clés » dans l'épidémie. C'est à l'intention de ces populations que la riposte mondiale doit redoubler d'efforts. Mais c'est tout l'inverse qui est en train de se passer.

La France brisera-t-elle le silence ?

Le terme de « populations clés » est quasi absent du texte final que les Etats sont sur le point d'adopter : seulement deux mentions dans un texte d'une vingtaine de pages. Pire : les hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes, pourtant 200 fois plus exposés à VIH que la population générale, n'apparaissent qu'une seule fois dans le texte.

Les rares mentions des populations clés sont accolées à un vocabulaire déshumanisant et stigmatisant, qui laisse la porte ouverte à des pratiques telles que le dépistage forcé ou encore l'enfermement de ces personnes « présumées » séropositives.

Cette Réunion de Haut Niveau semblait déjà mal engagée depuis que 22 ONG majoritairement LGBT (lesbiennes, gays, bis et trans) n'avaient pas eu l'autorisation d'y participer. Aujourd'hui, elle risque de tourner au fiasco le plus total.

L'exclusion des associations LGBT de la réunion avait suscité des réactions indignées de nombreux Etats dont la France : notre pays sera-t-il prêt à briser le silence dans les négociations pour les défendre ?

Aussi, nous appelons la France à prolonger les négociations. Selon la procédure extraordinaire propre aux Nations Unies, il suffit qu'un seul Etat brise le silence pour que le texte soit à nouveau ouvert à des amendements. La France a tous les moyens pour le faire. Il y a cinq ans, elle avait joué un rôle

déterminant dans l'élaboration de la stratégie. C'est par son volontarisme diplomatique que les populations clés avaient été placées au cœur de la riposte.

Sans une meilleure prise en compte des populations clés dans la stratégie mondiale contre le sida, l'accès de ces populations aux financements internationaux risque d'être fragilisé, et éradiquer l'épidémie restera un rêve que jamais l'humanité ne pourra concrétiser. Pourtant, c'est maintenant que nous avons l'opportunité de mettre fin au sida.

« La France a toujours fait preuve d'un volontarisme hors pair pour assurer que les groupes clés soient au cœur de la lutte mondiale contre le sida. Si elle ne brise pas le silence dans les heures qui viennent, toutes les avances pour lesquelles elle s'était battue en 2011 seront perdues. Les populations cibles et les associations qui se battent à leur côté doivent être soutenues face à l'épidémie », alerte Aurélien Beaucamp, président de AIDES.

Contacts Presse :

Camille Sarret, Coalition PLUS, à New York : +33 (0)6 77 68 81 23

Sophie Baillon, Coalition PLUS, à Paris : 07 68 86 33 39.